



SESSION ORDINAIRE 2020-2021

18 MARS 2021

---

**PARLEMENT DE LA RÉGION  
DE BRUXELLES-CAPITALE**

---

**Présentation des activités et des rapports de la  
Cour des comptes européenne**

---

**RAPPORT**

fait au nom de la commission  
chargée des questions européennes

par M. Julien UYTTENDAELE (F)  
et Mme Cielkje VAN ACHTER (N)

---

Ont participé aux travaux de la commission :

*Membres effectifs* : Mme Véronique Jamouille, MM. Rachid Madrane, Julien Uyttendaele, Mmes Marie Lecocq, Latifa Aït Baala, MM. Geoffroy Coomans de Brachène, Emmanuel De Bock, Juan Benjumea Moreno, Mme Cielkje Van Achter, M. Guy Vanhengel.

*Membre suppléant* : Mme Aurélie Czekalski.

*Autre membre* : M. Fouad Ahidar.

GEWONE ZITTING 2020-2021

18 MAART 2021

---

**BRUSSELS  
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

---

**Voorstelling van de activiteiten en van de  
verslagen van de Europese Rekenkamer**

---

**VERSLAG**

uitgebracht namens de commissie  
belast met de Europese aangelegenheden

door de heer Julien UYTTENDAELE (F)  
en mevr. Cielkje VAN ACHTER (N)

---

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

*Vaste leden* : mevr. Véronique Jamouille, de heren Rachid Madrane, Julien Uyttendaele, mevr. Marie Lecocq, mevr. Latifa Aït Baala, de heren Geoffroy Coomans de Brachène, Emmanuel De Bock, Juan Benjumea Moreno, mevr. Cielkje Van Achter, de heer Guy Vanhengel.

*Plaatsvervanger* : mevr. Aurélie Czekalski.

*Ander lid* : de heer Fouad Ahidar.

## I. Exposé de Mme Annemie Turtelboom, membre de la Cour des comptes européenne

Voir aussi les [documents projetés](#) [LIEN]

En guise d'introduction, Mme Annemie Turtelboom rappelle les missions de la Cour des comptes européenne (ci-après « la Cour ») telles que fixées par le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne : en tant qu'auditeur indépendant de l'Union européenne, la Cour exprime une opinion sur les comptes de l'Union européenne, donne des avis sur les projets d'actes législatifs ayant une incidence financière et vérifie que le budget de l'Union européenne est utilisé conformément aux lois et règlements applicables ; la Cour dresse également un rapport sur la performance du budget de l'Union européenne, analysant si les fonds de l'Union européenne sont dépensés avec parcimonie, efficacité et efficacité.

La comparaison entre Cour des comptes européenne et Cour des comptes belge offre un certain nombre de similitudes mais aussi quelques différences : le Parlement européen dispose ainsi d'une commission de contrôle budgétaire et l'avis de la Cour est requis lorsque la Commission européenne souhaite prendre une décision ayant une incidence sur le budget de l'Union européenne.

Si les rapports de la Cour sont évidemment présentés au Parlement européen, Mme Annemie Turtelboom estime également important d'en faire part aux Parlements fédéral et des entités fédérées dès lors qu'ils contiennent des recommandations susceptibles d'être prises en considération par les femmes et les hommes politiques belges.

Outre le rapport sur le budget de l'Union européenne, la Cour publie des rapports spéciaux tels que celui sur les consultations publiques, des rapports annuels spécifiques tels que ceux sur Europol, Eurojust et Frontex, des avis par exemple sur la situation des droits dans certains Etats membres ou sur le Covid-19, ainsi que des documents d'analyse comme celui sur la réponse de l'Union européenne à la stratégie d'investissement étatique de la Chine.

Concernant le [Rapport sur la performance du budget de l'UE – Situation à la fin de 2019](#), Mme Annemie Turtelboom explique qu'il est le principal produit de la Cour et marque le début du cycle de décharge pour l'année 2019 par lequel le Parlement européen valide la gestion du budget par la Commission européenne. La Cour des comptes européenne diffère en cela de la Cour des comptes belge.

En 2019, les recettes du budget de l'Union européenne se sont élevées à quelque 164 milliards d'euros dont une contribution d'environ 6 milliards de la Belgique composée comme suit : une contribution basée sur le revenu national brut (3 milliards d'euros), des contributions douanières (2 milliards d'euros) et des contributions basées sur la TVA (611 millions d'euros). Les dépenses de l'Union européenne s'élèvent quant à elles à 159 milliards d'euros, soit environ 340 euros par citoyen européen. La VRT calculait elle que

## I. Uiteenzetting van mevr. Annemie Turtelboom, lid van de Europese rekenkamer

Zie ook de [geprojecteerde documenten](#) [LINK]

Ter inleiding herinnert mevrouw Annemie Turtelboom aan de opdrachten van de Europese Rekenkamer (hierna « de Rekenkamer » genoemd) zoals vastgesteld in het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie : als onafhankelijk auditor van de Europese Unie geeft de Rekenkamer een mening over de rekeningen van de Europese Unie, alsook adviezen over ontwerpen van wetgevingshandelingen met financiële gevolgen en controleert zij of de begroting van de Europese Unie wordt besteed overeenkomstig de toepasselijke wet- en regelgeving. Tevens brengt de Rekenkamer verslag uit over de begrotingsresultaten van de Europese Unie, waarbij zij analyseert of de middelen van de Europese Unie zuinig, efficiënt en doeltreffend worden besteed.

Een vergelijking tussen de Europese Rekenkamer en het Belgische Rekenhof toont een aantal gelijkenissen, maar ook enkele verschillen : het Europees Parlement heeft een commissie begrotingscontrole en het advies van de Rekenkamer is vereist wanneer de Europese Commissie een beslissing wil nemen die gevolgen heeft voor de EU-begroting.

Hoewel de verslagen van de Rekenkamer uiteraard aan het Europees Parlement worden voorgelegd, vindt mevrouw Annemie Turtelboom het ook belangrijk om ze mee te delen aan de federale en de deelstaatparlementen, aangezien ze aanbevelingen bevatten waarmee de Belgische politici rekening zouden kunnen houden.

Naast het verslag over de EU-begroting publiceert de Rekenkamer speciale verslagen zoals het verslag over openbare raadplegingen, specifieke jaarverslagen zoals die over Europol, Eurojust en Frontex, adviezen over de situatie van de rechten in bepaalde lidstaten of over Covid-19, alsmede analysedocumenten zoals dat over de reactie van de EU op de strategie van China inzake overheidsinvesteringen.

Met betrekking tot [Verslag van de Europese Rekenkamer betreffende de prestaties van de EU-begroting — Stand van zaken eind 2019](#), legt mevrouw Annemie Turtelboom uit dat dit het belangrijkste verslag van de Rekenkamer is en het begin markeert van de kwijtingscyclus voor het jaar 2019 waarmee het Europees Parlement het beheer van de begroting door de Europese Commissie bekrachtigt. De Europese Rekenkamer verschilt op dit punt van het Belgisch Rekenhof.

In 2019 bedroegen de ontvangsten van de EU-begroting ongeveer 164 miljard euro, waarvan België ongeveer 6 miljard euro bijdroeg, als volgt samengesteld : een bijdrage op basis van het bruto nationaal inkomen (3 miljard euro), douanebijdragen (2 miljard euro) en bijdragen op basis van btw (611 miljoen euro). De uitgaven van de EU bedragen 159 miljard euro, wat neerkomt op ongeveer 340 euro per EU-burger. De VRT berekende dat dit neerkomt op zo'n 86 euro per Belg. België blijft een netto-ontvanger van EU-middelen,

cela revenait pour chaque citoyen belge à quelque 86 euros. La Belgique reste un bénéficiaire net des fonds de l'Union européenne, principalement du fait que l'administration de l'Union européenne est basée à Bruxelles.

Un avis – favorable ou défavorable – de la Cour est émis au regard d'un seuil d'erreurs de 2%. Or, pour 2019, le taux d'erreurs s'élève à 2,7% au niveau des dépenses. Plus de 53% des dépenses sont en outre considérées à haut risque en raison d'une hausse des paiements effectués dans le domaine de la cohésion. La combinaison de ces deux éléments a donc conduit la Cour à émettre un avis défavorable, pour la première fois depuis trois ans, sur les dépenses, les recettes, exemptes d'erreurs significatives, continuant quant à elles à bénéficier d'un avis favorable.

Les engagements restant à liquider (les crédits engagés mais non encore payés) continuent quant à eux à augmenter et cette tendance devrait se poursuivre. Les engagements étant systématiquement supérieurs aux paiements et la mise en œuvre des fonds structurels et d'investissement européens (ESI) étant généralement lente, il existe donc un risque que les crédits de paiement disponibles ne soient pas suffisants pour couvrir tous les montants futurs. L'absorption des fonds demeure ainsi un immense défi pour la Belgique. Or, il importe, de manière générale et spécifiquement pour le plan de relance, de s'assurer que l'argent atteint rapidement l'économie et bénéficie à des projets utiles au futur.

Au vu des nombreux processus participatifs se déroulant en Belgique, Mme Annemie Turtelboom entend également insister sur le [Rapport spécial 14/2019](#) : « *Donnez votre avis* » : *les consultations publiques de la Commission mobilisent les citoyens, mais les activités de communication ne sont pas à la hauteur*. Elle explique à ce propos que l'Union européenne ne consulte ses citoyens que via Internet, qui reste l'un des moyens les plus populaires pour entrer en relation avec les habitants des États membres mais auquel tout le monde n'a pas accès.

La Cour des comptes européenne souligne à ce propos la qualité du cadre dans lequel interviennent ces consultations mais met également en évidence certains manquements :

- les consultations ne sont pas toujours bien préparées et portées à la connaissance du public ;
- certaines questions ne sont posées et/ou développées qu'en anglais ;
- le retour ne se fait pas toujours dans des temps opportuns ;
- il reste difficile d'atteindre certains citoyens.

Mme Annemie Turtelboom veut ensuite évoquer le [Document d'analyse n° 03/2020](#) : *La réponse de l'UE à la stratégie d'investissement étatique de la Chine*, dans lequel la Cour dégage plusieurs défis.

vooral omdat de EU-administratie in Brussel zetelt.

Het - gunstige of ongunstige - oordeel van de Rekenkamer wordt gegeven over een foutdrempel van 2%. Voor 2019 bedraagt het foutenpercentage 2,7% voor de uitgaven. Bovendien wordt meer dan 53% van de uitgaven beschouwd als uitgaven met een hoog risico als gevolg van een toename van de betalingen op het gebied van cohesie. De combinatie van deze twee factoren heeft ertoe geleid dat de Rekenkamer voor het eerst in drie jaar een ongunstig oordeel geeft over de uitgaven, terwijl de ontvangsten, die geen materiële fouten bevatten, nog steeds een gunstig oordeel krijgen.

De nog te vereffenen vastleggingen (vastgelegde maar nog niet betaalde kredieten) blijven toenemen en deze tendens zal naar verwachting aanhouden. Aangezien de vastleggingen stelselmatig hoger liggen dan de betalingen en de uitvoering van de Europese structuur- en investeringsfondsen (ESI) over het algemeen traag verloopt, bestaat het risico dat de beschikbare betalingskredieten niet toereikend zullen zijn om alle toekomstige bedragen te dekken. De absorptie van fondsen blijft dus een enorme uitdaging voor België. In het algemeen en specifiek voor het herstelplan is het echter belangrijk ervoor te zorgen dat het geld snel in de economie terechtkomt en ten goede komt aan projecten die nuttig zijn voor de toekomst.

Met het oog op de vele participatieprocessen die in België plaatsvinden, wilde mevrouw Annemie Turtelboom ook de nadruk leggen op het [Speciaal verslag 14/2019](#) : « *Geef uw mening* » : *door de openbare raadplegingen van de Commissie kunnen burgers meedoen, maar ze schieten tekort qua activiteiten om burgers te bereiken*. Zij legt uit dat de Europese Unie haar burgers alleen raadpleegt via het internet, dat een van de populairste middelen blijft om in contact te komen met de inwoners van de lidstaten, maar waartoe niet iedereen toegang heeft.

De Europese Rekenkamer onderstreept de kwaliteit van het kader waarbinnen deze raadplegingen plaatsvinden, maar wijst ook op bepaalde tekortkomingen :

- de raadplegingen worden niet altijd goed voorbereid en aan het publiek bekendgemaakt ;
- sommige vragen worden alleen in het Engels gesteld en/of uitgewerkt ;
- de feedback komt niet altijd op tijd ;
- het blijft moeilijk om sommige burgers te bereiken.

Mevrouw Annemie Turtelboom zou dan willen verwijzen naar [Analyse 03/2020](#) : *De respons van de EU op de Chinese staatsgestuurde investeringsstrategie*, waarin de Rekenkamer verschillende uitdagingen noemt.

La Cour y relève en particulier le manque de données dont elle dispose. Le Luxembourg figure ainsi en tête des investissements chinois mais il est évidemment un centre financier important. On a par ailleurs l'impression que les investissements chinois en Belgique augmentent alors que, quoiqu'ils demeurent massifs dans certains secteurs tels que celui des hautes technologies par exemple, ils diminuent depuis 2016. L'un des premiers défis consiste donc à avoir une vision plus complète de la stratégie.

La Cour souligne également le manque d'une analyse de risques, à laquelle ne s'est ainsi jamais livrée la Commission européenne (c'est la Cour qui pour la première fois en a fait l'exercice).

Elle soulève encore le manque de coordination entre l'Union européenne et les Etats membres et entre Etats membres.

Certains risques ne sont en outre absolument pas pris en compte ; aucun budget n'est prévu pour la stratégie et le suivi est insuffisant.

Présentant le [Document d'analyse n° 02/2021 : Compétences numériques de base : l'action de l'UE pour relever le niveau](#), Mme Annemie Turtelboom rappelle que disposer de compétences numériques élevées facilite la recherche d'un emploi et offre des salaires plus élevés. A ce niveau, même si elle est au-dessus de la moyenne européenne, la Belgique reste un peu à la traîne et n'évolue pas beaucoup. Elle plaide pour le développement d'une stratégie en la matière.

Enfin, concernant le [Rapport spécial n° 23/2018 : Pollution de l'air : notre santé n'est toujours pas suffisamment protégée](#), Mme Annemie Turtelboom rappelle en préambule le nombre élevé de décès prématurés et de maladies dont la pollution est responsable et les coûts qu'elle implique en matière de soins de santé (quelque 8 milliards d'euros en Belgique).

La Cour évalue dans ledit rapport si les actions européennes visant à protéger la santé contre la pollution atmosphérique ont porté leurs fruits. La Région continue à y être citée en mauvais exemple alors que la Commission européenne avait déjà mis la Belgique en demeure en 2016 pour le non-respect des limites de dioxyde d'azote en visant spécifiquement Bruxelles, et que la Cour de justice européenne avait en 2019 demandé à Bruxelles d'agir en cas de dépassement des niveaux de pollution d'un seul point noir plutôt que sur la base d'une moyenne à l'échelle régionale. Une étude venant d'être publiée par la Cellule interrégionale de l'environnement (CELINE) indique aussi que de nombreux endroits en Belgique enregistrent encore des niveaux de pollution de l'air qui dépassent les limites légales, en particulier en Flandre et à Bruxelles où les émissions de dioxyde d'azote, dues principalement au trafic automobile, continuent à dépasser les limites.

De Rekenkamer wijst met name op het gebrek aan beschikbare gegevens. Luxemburg staat bijvoorbeeld bovenaan de lijst van Chinese investeringen, maar is natuurlijk een belangrijk financieel centrum. Bovendien heeft men de indruk dat de Chinese investeringen in België toenemen, terwijl ze, hoewel ze in bepaalde sectoren zoals bijvoorbeeld hightech massaal blijven, sinds 2016 afnemen. Een van de eerste uitdagingen is dan ook te komen tot een vollediger visie op de strategie.

De Rekenkamer wijst ook op het ontbreken van een risicoanalyse, die de Europese Commissie nooit heeft uitgevoerd (de Rekenkamer was de eerste die dat deed).

Voorts wordt het gebrek aan coördinatie tussen de Europese Unie en de lidstaten en tussen de lidstaten onderling aan de orde gesteld.

Bovendien wordt met bepaalde risico's in het geheel geen rekening gehouden ; er is geen budget voor de strategie uitgetrokken en de follow-up is ontoereikend.

Bij de presentatie van [Analyse nr. 02/2021 : Digitale basisvaardigheden : EU-actie om de normen te verhogen](#), herinnert mevrouw Annemie Turtelboom eraan dat hoge digitale vaardigheden het gemakkelijker maakt om een baan te vinden en hogere salarissen oplevert. In dit opzicht ligt België weliswaar boven het Europese gemiddelde, maar het blijft wat achter en boekt niet veel vooruitgang. Zij pleit voor de ontwikkeling van een strategie op dit gebied.

Tot slot, wat betreft [Speciaal verslag nr. 23/2018 : Luchtverontreiniging : onze gezondheid nog steeds onvoldoende beschermd](#), herinnert mevrouw Annemie Turtelboom in de preambule aan het grote aantal vroegtijdige sterfgevallen en ziekten waarvoor verontreiniging verantwoordelijk is en aan de kosten die zij met zich meebrengt op het gebied van de gezondheidszorg (ongeveer 8 miljard euro in België).

De Rekenkamer beoordeelt in dit verslag of de Europese acties ter bescherming van de gezondheid tegen luchtverontreiniging succes hebben gehad. Het Gewest wordt nog steeds als slecht voorbeeld gesteld, ondanks het feit dat de Europese Commissie België al in 2016 had aangemaand wegens niet-naleving van de grenswaarden voor stikstofdioxide, waarbij zij zich specifiek op Brussel had gericht, en dat het Europees Hof van Justitie Brussel in 2019 had gevraagd op te treden wanneer de verontreinigingsniveaus werden overschreden op een enkele zwarte vlek in plaats van op basis van een gewestelijk gemiddelde. Uit een onlangs door de Intergewestelijke Cel voor het Leefmilieu (IRCEL) gepubliceerde studie blijkt ook dat op veel plaatsen in België de luchtverontreiniging nog steeds boven de wettelijke grenswaarden ligt, met name in Vlaanderen en Brussel, waar de uitstoot van stikstofdioxide, voornamelijk afkomstig van het autoverkeer, nog steeds de grenswaarden overschrijdt.

La Cour en conclut que l'action de l'Union européenne visant à protéger la santé humaine contre la pollution atmosphérique n'a pas produit les effets escomptés et que le lourd coût humain et économique de la pollution n'a pas encore suscité d'actions appropriées à l'échelle européenne.

En conclusion, Mme Annemie Turtelboom annonce la publication prochaine de rapports dont elle est rapporteuse :

- rapport spécial sur les droits des passagers (juin 2021) ;
- évaluation comparative internationale des transports (octobre 2021) ;
- rapport spécial sur la 5G et la sécurité (janvier 2022).

## II. Echange de vues

M. Guy Vanhengel se félicite de la manière très pédagogique et tactique dont ont été présentés les différents rapports et du fait que ces rapports vont au-delà de la simple analyse de chiffres. Il souligne en particulier l'intérêt pour la Région et le Parlement du rapport sur les consultations publiques.

M. Julien Uyttendaele, concernant le rapport sur les compétences numériques de base, rappelle que la Région n'a pas de compétences en matière d'enseignement mais qu'elle ne se croise pas les bras pour autant : Bruxelles a ainsi entrepris de nombreux efforts en matière de formation professionnelle, elle a fait de la lutte contre la fracture numérique une priorité et ambitionne de créer un centre de recherche intégrée dédié à l'intelligence artificielle. A ce propos, le député s'inquiète toutefois des difficultés qu'éprouve la Commission européenne à rassembler des informations sur les compétences numériques des adultes pour la période 2014-2020 et de la manière dont elle entend renforcer le suivi pour la période 2021-2027 compte tenu des objectifs fixés.

Concernant le rapport sur les consultations publiques, l'orateur s'interroge sur le suivi qui aurait été fait des recommandations formulées en la matière, et ce en dépit de la crise sanitaire.

Enfin, concernant le rapport sur la stratégie d'investissement de la Chine, l'interlocuteur insiste sur la nécessité de se concerter à l'échelle européenne face à l'augmentation tendancielle des investissements chinois et d'envisager les relations avec la Chine de manière cohérente compte tenu notamment des risques soulevés par la Cour. Rappelant par ailleurs les atteintes portées en Chine aux droits des minorités sur lesquelles on ne peut, en tant que démocrates, fermer les yeux, il estime, sans plaider pour un boycott, qu'il convient d'utiliser les leviers – économiques – dont on dispose.

De Rekenkamer concludeert dat de maatregelen van de EU ter bescherming van de menselijke gezondheid tegen luchtverontreiniging niet het verwachte effect hebben gesorteerd en dat de hoge menselijke en economische kosten van de verontreiniging nog niet hebben geleid tot passende maatregelen op Europees niveau.

Tot slot kondigt mevrouw Annemie Turtelboom aan dat de verslagen waarvoor zij rapporteur is, binnenkort zullen worden gepubliceerd :

- speciaal verslag over de rechten van luchtvaart passagiers (juni 2021) ;
- internationale vergelijkende analyse van het vervoer (oktober 2021) ;
- speciaal verslag over 5G en veiligheid (januari 2022).

## II. Gedachtewisseling

De heer Guy Vanhengel toont zich tevreden over de zeer pedagogische en tactische wijze waarop de verschillende verslagen werden voorgelegd en over het feit dat zij verder gingen dan een eenvoudige cijferanalyse. Hij benadrukt met name het belang van het verslag over de openbare raadplegingen voor het Gewest en het Parlement.

Met betrekking tot het verslag over de digitale basisvaardigheden herinnert de heer Julien Uyttendaele eraan dat het Gewest geen bevoegdheden heeft op het gebied van onderwijs, maar dat het daarom niet op zijn handen zit : Brussel heeft talrijke inspanningen geleverd op het gebied van beroepsopleiding, heeft van de bestrijding van de digitale kloof een prioriteit gemaakt en heeft de ambitie om een geïntegreerd onderzoekscentrum voor artificiële intelligentie op te richten. De volksvertegenwoordiger is evenwel bezorgd over de moeilijkheden die de Europese Commissie ondervindt bij het verzamelen van informatie over de digitale vaardigheden van volwassenen voor de periode 2014-2020 en over de wijze waarop zij de opvolging voor de periode 2021-2027 denkt te versterken rekening houdend met de gestelde doelen.

Met betrekking tot het verslag over de openbare raadplegingen vraagt de spreker zich af of de aanbevelingen ter zake zijn opgevolgd, ondanks de gezondheidscrisis.

Tot slot benadrukt de spreker met betrekking tot het verslag over de investeringsstrategie van China de noodzaak om op Europees niveau overleg te plegen met het oog op de toenemende Chinese investeringen en om de betrekkingen met China op een samenhangende manier te bekijken, met name gezien de risico's die de Rekenkamer aan de orde heeft gesteld. Hij herinnert ook aan de schendingen van de rechten van minderheden in China, waarvoor wij als democraten onze ogen niet mogen sluiten, en zegt dat wij, zonder te pleiten voor een boycot, de economische hefboomen waarover men beschikt moeten gebruiken.

Comment inciter les Etats membres à communiquer davantage en amont de la conclusion d'accords bilatéraux avec la Chine ? Les recommandations de la Cour ont-elles été transmises aux autorités concernées ? Dans l'affirmative, quelles ont été leurs réactions ? Comment est-il prévu de pallier le manque de données ? Quelles seront les conséquences d'un tel changement de ton ? Dispose-t-on de chiffres plus précis concernant les investissements en Europe depuis Hong-Kong et Taïwan ? Comment la Cour compte-t-elle appréhender le serrage de vis vis-à-vis des minorités ? Comment la Cour envisage-t-elle d'avoir une influence sur ces questions ?

Mme Cielte Van Achter s'interroge d'abord sur la manière dont la Cour peut contrôler le respect par les Etats membres, et en particulier Bruxelles et la Belgique, des règles budgétaires édictées notamment dans le cadre du semestre européen et des conditions mises à la disposition des fonds libérés dans le cadre du programme *NextGenerationEU* (NGEU).

La députée s'inquiète ensuite du fait que la publication du rapport spécial sur la 5G et la sécurité n'intervienne qu'en janvier 2022 alors que la Commission européenne a déjà émis de nombreuses recommandations en la matière, demandant en particulier aux Etats membres de ne pas rater le train de la 5G. Elle se demande également ce que vise spécifiquement le terme de « sécurité ».

Mme Latifa Aït Baala s'interroge d'abord sur les relations de la Cour et de l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) en cas de soupçons de fraude ou de corruption. La Cour a-t-elle pu dans le cadre de sa mission constater des détournements de fonds ? Pour quel montant ? Dans quel cadre ? Ses recommandations en la matière ont-elles été suivies d'effets ?

L'intervenante souhaiterait ensuite en savoir davantage sur les travaux de la Cour à propos de la crise sanitaire actuelle. Cette crise a-t-elle eu une influence sur la nature du travail mené par la Cour ?

Quelles sont en outre les raisons pour lesquelles la Belgique peine à absorber les allocations NGEU ?

Le rapport sur la stratégie d'investissement de la Chine a-t-il conduit les institutions de l'Union européenne à prendre certaines initiatives ?

La Cour estime-t-elle par ailleurs que l'objectif fixé de 70% de personnes disposant de compétences numériques de base à l'horizon 2025 est réaliste ?

Les recommandations émises par la Cour en matière de consultation publique ont-elles été suivies par la Commission européenne ?

Enfin, concernant la pollution atmosphérique, la Cour a-t-elle connaissance d'autres pratiques dont la Région bruxelloise pourrait s'inspirer qui permettrait d'améliorer l'analyse et la qualité de l'air ?

Hoe kunnen de lidstaten worden aangemoedigd om meer te communiceren alvorens zij bilaterale overeenkomsten met China afsluiten ? Werden de aanbevelingen van de Rekenkamer wel aan de betrokken autoriteiten toegezonden ? Zo ja, wat was hun reactie ? Op welke manier kan het gegevenstekort worden verholpen ? Wat zullen de gevolgen zijn van een dergelijke verandering van toon ? Zijn er nauwkeurigere cijfers beschikbaar over investeringen in Europa vanuit Hongkong en Taiwan ? Hoe denkt de Rekenkamer om te gaan met het aandraaien van de duimschroeven voor minderheden ? Hoe denkt de Rekenkamer deze kwesties te beïnvloeden ?

Mevrouw Cielte Van Achter vraagt zich allereerst af hoe de Rekenkamer kan controleren of de lidstaten, en met name Brussel en België, zich houden aan de begrotingsregels die zijn vastgesteld in het kader van het Europees semester en aan de voorwaarden voor het gebruik van de middelen die zijn vrijgemaakt in het kader van het programma *NextGenerationEU* (NGEU).

De volksvertegenwoordiger uit ook haar bezorgdheid over het feit dat het speciaal verslag over 5G en veiligheid pas in januari 2022 zou worden gepubliceerd, terwijl de Europese Commissie al tal van aanbevelingen over het onderwerp heeft gedaan, waarin de lidstaten met name worden verzocht de 5G-trein niet te missen. Zij vraagt zich ook af er precies bedoeld wordt met de term « veiligheid ».

Mevrouw Latifa Aït Baala stelt allereerst een vraag over de relatie tussen de Rekenkamer en het Europees Bureau voor Fraudebestrijding (OLAF) in gevallen van vermoedelijke fraude of corruptie. Heeft de Rekenkamer, in het kader van haar opdracht, kunnen vaststellen dat er sprake is van verduistering van gelden ? Voor welk bedrag ? In welke context ? Werden haar aanbevelingen op dit vlak opgevolgd ?

Vervolgens zou de spreker graag meer willen weten over de werkzaamheden van de Rekenkamer met betrekking tot de huidige gezondheids crisis. Heeft de crisis de aard van de werkzaamheden van de Rekenkamer beïnvloed ?

Waarom heeft België het moeilijk om de NGEU-allocaties te absorberen ?

Heeft het rapport over China's investeringsstrategie de EU-instellingen ertoe gebracht bepaalde initiatieven te nemen ?

Is de Rekenkamer ook van mening dat de doelstelling dat 70% van de mensen in 2025 over digitale basisvaardigheden beschikt, realistisch is ?

Heeft de Europese Commissie de aanbevelingen van de Rekenkamer inzake openbare raadpleging opgevolgd ?

Kent de Rekenkamer ten slotte, wat de luchtverontreiniging betreft, andere praktijken waarop het Brussels Gewest zich zou kunnen baseren om de analyse en de kwaliteit van de lucht te verbeteren ?



\*  
\* \*

Mme Annemie Turtelboom explique que le champ des analyses de la Cour peut effectivement être très étendu : de la décision d'engager un montant jusqu'à la réalisation du projet pour lequel ce montant a été engagé.

Quant aux erreurs relevées, elles ne s'apparentent pas spécialement à de la fraude ; il s'agit la plupart du temps de fautes administratives. Dès que la Cour soupçonne une fraude (une dizaine de cas par an, principalement en rapport avec les fonds de cohésion), le dossier est transmis à l'OLAF ; à la justice ensuite de se positionner.

A propos du rapport sur les compétences numériques de base, la Commission a pour la première fois, pour la période 2021-2027, fixé un objectif spécifique consistant à porter à 70% dès 2025 le pourcentage de citoyens dotés de compétences numériques de base. Le rapport de la Cour met à ce propos en évidence plusieurs défis : le besoin d'affecter des montants spécifiques au programme futur de l'Union européenne, la définition claire des objectifs, l'évaluation cohérente et systématique des compétences numériques dans un environnement en évolution constante et rapide,...

A propos du rapport sur les consultations publiques, Mme Annemie Turtelboom ne dispose pas d'informations spécifiques sur la mise en œuvre des recommandations y figurant. De façon générale, environ trois quarts des recommandations émises par la Cour sont cependant suivies.

A propos de la Chine, la Cour n'a fait aucun audit sur la situation des droits humains mais a bien identifié, dans le rapport sur la stratégie d'investissement de ce pays, cette problématique comme un risque. La Cour a par ailleurs insisté pour que la Commission européenne mette en place une stratégie cohérente en fonction des risques relevés.

Concernant l'échange de données, la Cour plaide pour le renforcement de l'échange d'informations entre la Commission européenne et les Etats membres, pour la collecte automatique des données relatives aux risques identifiés – préalable à l'élaboration de décisions pertinentes – ainsi que pour une meilleure mise en œuvre de sa propre stratégie à l'égard de la Chine.

Concernant le contrôle des budgets, l'oratrice précise que la Cour a récemment publié un rapport spécifique aux Etats ([Rapport spécial 16/2020](#) : « *Semestre européen : les recommandations par pays abordent des problématiques importantes, mais leur mise en œuvre laisse à désirer* »). Un rapport sera également établi sur le programme NGEU, vérifiant notamment que l'argent est bien consacré à ce à quoi il est destiné.

\*  
\* \*

Mevrouw Annemie Turtelboom legt uit dat de reikwijdte van de analyse van de Rekenkamer inderdaad zeer wijd kan zijn : van de beslissing om een bedrag vast te leggen tot de verwezenlijking van het project waarvoor het bedrag is vastgelegd.

De vastgestelde fouten houden niet specifiek verband met fraude ; het gaat meestal om administratieve fouten. Zodra de Rekenkamer fraude vermoedt (ongeveer tien gevallen per jaar, hoofdzakelijk in verband met de cohesiefondsen), wordt de zaak doorgezonden naar OLAF ; het is dan aan het gerecht om een standpunt in te nemen.

De Commissie heeft met betrekking tot het verslag over de digitale basisvaardigheden voor het eerst een specifiek streefdoel voor de periode 2021-2027 gesteld om het percentage burgers met digitale basisvaardigheden tegen 2025 op te trekken tot 70%. In het verslag van de Rekenkamer worden in dit verband diverse uitdagingen belicht : de noodzaak om specifieke bedragen toe te wijzen aan het toekomstig EU-programma, de duidelijke omschrijving van de doelstellingen, de coherente en systematische beoordeling van de digitale vaardigheden in een voortdurend en snel veranderende omgeving,...

Aangaande het verslag over de openbare raadplegingen beschikt mevrouw Annemie Turtelboom niet over specifieke informatie over de tenuitvoerlegging van de daarin vervatte aanbevelingen. In het algemeen wordt echter ongeveer driekwart van de aanbevelingen van de Rekenkamer opgevolgd.

Met betrekking tot China heeft de Rekenkamer de mensenrechtensituatie niet onderzocht, maar deze wel als een risico aangemerkt in het verslag over de investeringsstrategie voor China. De Rekenkamer drong er bij de Europese Commissie ook op aan een coherente strategie te ontwikkelen in functie van de geïdentificeerde risico's.

Wat de gegevensuitwisseling betreft, dringt de Rekenkamer aan op versterking van de informatie-uitwisseling tussen de Europese Commissie en de Lidstaten, op het automatisch verzamelen van gegevens over de geïdentificeerde risico's - een noodzakelijke voorwaarde voor het uitwerken van de relevante beslissingen - en op een betere uitvoering van haar eigen strategie ten aanzien van China.

Wat de begrotingscontrole betreft, zegt de spreker dat de Rekenkamer onlangs een specifiek verslag aan de Staten heeft gepubliceerd ([Speciaal verslag nr. 16/2020](#) : « *Het Europees Semester — Landspecifieke aanbevelingen hebben betrekking op belangrijke kwesties, maar moeten beter worden uitgevoerd* »). Er zal ook een verslag worden opgesteld over het NGEU-programma, waarin onder meer zal worden nagegaan of het geld wordt besteed waarvoor het bedoeld is.

Concernant la temporalité du rapport sur la 5G et la sécurité, l'intervenante rappelle que la Cour ne peut évidemment intervenir trop tôt, un audit ne pouvant être établi que sur une base factuelle. Or, si les Etats membres sont peu à peu occupés à implémenter la 5G, il manque encore de données. De manière générale, il n'appartient pas à la Cour d'établir des rapports de nature politique mais des rapports basés sur des faits.

Concernant le Covid-19, la Cour a établi neuf avis à propos de propositions de loi dont il ressort notamment qu'il existe un risque que les règles soient trop complexes, que les allocations libérées dans le cadre du programme NGEU ne soient pas toujours destinées à des projets importants pour l'avenir ou qui ressortissent des priorités de l'Union européenne ou que des fonds différents soient utilisés pour un même projet (voir notamment [Avis n° 03/2020 sur la proposition 2020/0054\(COD\) de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement \(UE\) n° 1303/2013 et le règlement \(UE\) n° 1301/2013 en ce qui concerne des mesures spécifiques visant à offrir une flexibilité exceptionnelle pour l'utilisation des fonds structurels et d'investissement européens en réaction à la pandémie de Covid-19](#)).

Enfin, de l'avis de l'intervenante, la faiblesse du taux d'absorption des fonds peut s'expliquer par différents facteurs (les deux premiers ne valant pas particulièrement pour la Belgique) :

- le manque de personnel qualifié pour préparer les dossiers ;
- le temps d'examen des dossiers ;
- la complexité des règles ;
- le temps entre l'élaboration d'un projet et sa matérialisation.

\*  
\* \*

M. Julien Uyttendaele demande si des chiffres existent sur les investissements provenant d'Hong-Kong et de Taïwan.

Mme Annemie Turtelboom répond ne pas disposer de chiffres spécifiques.

M. Julien Uyttendaele estime qu'Hong-Kong et Taïwan partagent davantage de valeurs avec l'Europe et que ces deux entités peuvent apporter beaucoup en termes commerciaux. Des chiffres seraient donc utiles.

M. Guy Vanhengel précise que la Chine est très vaste. La Région a par exemple conclu un accord avec Chengdu dont les réalités sont différentes de ce que l'on connaît généralement de ce pays.

Met betrekking tot de timing van het verslag over 5G en veiligheid herinnert de spreker eraan dat de Rekenkamer uiteraard niet te vroeg kan ingrijpen, aangezien een audit alleen op feitelijke basis kan worden verricht. Hoewel de lidstaten geleidelijk aan 5G invoeren, is er nog steeds een tekort aan gegevens. In het algemeen is het niet de taak van de Rekenkamer om verslagen met een politiek karakter op te stellen, maar om verslagen op te stellen die op feiten zijn gebaseerd.

Over Covid-19 heeft de Rekenkamer negen adviezen opgesteld over wetvoorstellen waaruit onder meer blijkt dat er een risico is dat de regels te ingewikkeld zijn, de in het kader van het NGEU-programma vrijgemaakte allocaties niet altijd bestemd zijn voor projecten die belangrijk zijn voor de toekomst of die binnen de prioriteiten van de EU vallen, of dat verschillende fondsen worden gebruikt voor hetzelfde project (zie met name [advies nr. 03/2020 over het voorstel 2020/0054 \(COD\) voor een verordening van het Europees Parlement en de Raad tot wijziging van Verordening \(EU\) nr. 1303/2013 en Verordening \(EU\) nr. 1301/2013 wat betreft specifieke maatregelen om uitzonderlijke flexibiliteit te bieden voor het gebruik van de Europese structuur- en investeringsfondsen in reactie op de Covid-19-pandemie](#)).

Tot slot is de spreker van mening dat het lage absorptiepercentage van de fondsen door verschillende factoren kan worden verklaard (de eerste twee zijn niet bijzonder relevant voor België) :

- het gebrek aan gekwalificeerd personeel voor de voorbereiding van de dossiers ;
- de tijd die nodig is om de dossiers te onderzoeken ;
- de complexiteit van de regels ;
- de tijd tussen de ontwikkeling van een project en de concretisering ervan.

\*  
\* \*

De heer Julien Uyttendaele stelt zich de vraag of er cijfers zijn over de investeringen uit Hongkong en Taiwan.

Mevrouw Annemie Turtelboom antwoordt dat zij niet over specifieke cijfers beschikt.

De heer Julien Uyttendaele verklaart dat Hongkong en Taiwan meer waarden delen met Europa en dat deze twee entiteiten op commercieel gebied veel kunnen bijbrengen. Over cijfers beschikken zou daarom nuttig zijn.

De heer Guy Vanhengel zegt dat China erg groot is. Zo heeft het Gewest een overeenkomst gesloten met Chengdu, waarvan de realiteit verschilt van wat men over het algemeen over dit land weet.



**III. Clôture des débats**

La commission décide de clore l'échange de vues et de publier un rapport.

- *Confiance est faite aux rapporteurs pour la rédaction du rapport.*

*Les Rapporteurs*

Julien UYTTENDAELE  
Cieltje VAN ACHTER

*Le Président de séance*

Rachid MADRANE

**III. Einde van de debatten**

De commissie beslist de gedachtewisseling af te sluiten en een verslag te publiceren.

- *Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteurs voor het opstellen van het verslag.*

*De Rapporteurs*

Julien UYTTENDAELE  
Cieltje VAN ACHTER

*De Voorzitter van de vergadering*

Rachid MADRANE